

^{P.6 EDITORIAL} Impasse au Commonwealth

Aucun accord sur de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud

PAS de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud : la réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe *ad hoc* au sein du Commonwealth s'est soldée sur un constat d'impasse, à Canberra, en Australie. Tout au plus s'est-on résolu à renvoyer le dossier à la conférence du Commonwealth qui aura lieu en octobre en Malaisie. La session de Canberra, tenue sous la présidence du chef de la diplomatie canadienne, M. Joe Clark, a tout de même permis de lancer certaines propositions qui pourraient accentuer les pressions internationales auprès de l'Afrique du Sud.

À l'occasion de cette réunion, tout le problème de la pertinence et de l'efficacité des sanctions économiques et autres a de nouveau été posé. Il est sans doute très difficile de mesurer l'impact réel des mesures effectivement prises à l'encontre du gouvernement de Pretoria. Il est par contre totalement impossible de porter un jugement sur l'utilité de telles sanctions à partir de l'exemple du Commonwealth : trop de pays s'y sont soustraits, à commencer par les grands clients d'Afrique du Sud, Grande-Bretagne en tête. Devant les démarches de la diplomatie sud-africaine durant la session de Canberra, il est légitime de penser que les dispositions actuelles agacent sérieusement Pretoria, si elles ne lui posent pas des problèmes très sérieux. On s'attend maintenant à ce que certains pays tentent, à la faveur des assises

plénières du Commonwealth, de faire imposer des conditions très sévères au rééchelonnement de la dette de quelque 20 milliards de dollars que s'apprête à solliciter le gouvernement de Pretoria. On imagine mal que les membres du Club de Paris se rendent à pareille exigence, mais la démarche va sans doute faire monter d'un cran la pression exercée contre Pretoria. Il serait surprenant de ne pas voir apparaître une campagne de contre-publicité orchestrée par les services gouvernementaux d'Afrique du Sud au cours des prochaines semaines.

Malgré les craintes entretenues au Canada au sujet d'un changement de politique de la part d'Ottawa, rien, semble-t-il, n'est fondamentalement changé dans la ligne tracée par John Diefenbaker, il y a plus de 30 ans. Pris en flagrant délit en février dernier, le gouvernement canadien ne pouvait se dédire après avoir assumé le leadership dans ce dossier.

Quant à la situation en Afrique du Sud, une certaine évolution se dessine depuis quelques mois sans que l'on puisse envisager l'imminence du grand débloqué. Avant de renoncer aux sanctions, à tout le moins aux pressions diplomatiques et autres, il faut attendre des gages plus manifestes de la part des dirigeants sud-africains.

— PAUL-ANDRÉ COMEAU